Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification Code RNCP: 6813

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible

MASTER : MASTER DROIT DE L'ENTREPRISE spécialité Droit Douanier, des transports et de la Logistique (finalité professionnelle)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Ministère chargé de l'enseignement supérieur,	Président de l'université de Rouen, Recteur de
Université de Rouen	l'académie

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s):

Code(s) NSF:

128 Droit, sciences politiques, 311 Transports, manutention, magasinage

Formacode(s):

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

activités visées : - Assurer le contrôle juridique des liaisons relatives à la circulation internationale des marchandises.

- Garantir, dans le domaine douanier ou des transports, la production des ressources publiques selon les règles législatives et réglementaires.
- Analyser les déclarations complexes ou présentant un certain volume financier (impôts, marchandises).
- Vérifier la conformité des sommes dues par les contribuables, ou la qualité des produits mis sur le marché.
- Superviser dans son service les procédures administratives et techniques mises en oeuvre par ses collaborateurs.
- Décider du traitement de dossiers spécifiques ou litigieux.

capacités attestées : - Maîtrise du droit des contrats de transport ; maîtrise de la totalité de la chaîne de déplacement des marchandises au-delà des frontières

- Connaissances du Droit douanier, fiscalité douanière et de réglementations internationales
- Connaissances juridiques de la fonction logistique-transport

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

secteurs d'activité : Transport maritime et aérien ; Banque et assurances ; Cabinet d'avocat d'affaires ; Juristes d'entreprises, Grande distribution, Douanes

type d'emplois accessibles : Avocat après formation complémentaire ; Juristes et/ou conseils en entreprise du secteur privé et public ; commissionnaires de transports, commissionnaires en douanes, transitaire, expert ; Inspecteur des douanes après réussite au concours ; affréteur ; responsable logistique

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

N1201: Affrètement transport

N1202 : Gestion des opérations de circulation internationale des marchandises

<u>N1301</u> : Conception et organisation de la chaîne logistique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Semestre 1 = 30 ects : UE1 : Droit des transports : sources - organisation ; droit maritime ; droit des transports routiers ; Droit douanier européen.

UE2 : Droit du commerce international, Normes (étiquetage, marquage, sécurité), Marchandises (PAC, biens à double usage, matières dangereuses, denrées périssables, contrefaçon) Politiques anti-dumping, Commission de transport/Douanes.

UE3 : langues, anglais de base, anglais douanier, anglais des transports

Semestre 2 = 30 ects:

UE4 : Contentieux douanier, Contentieux des transports, Introduction à la logistique, Contrats de prestations logistiques.

UE5 : Option droit douanier : Fiscalité douanière, fiscalité communautaire et internationale, Protection fiscale et douanière de l'environnement, Comptabilité.

UE 5 : Option droit des transports : Droit des transports de personnes, Sûreté dans les transports, Droit des assurances, Droit aérien, Droit fluvial, Informatique.

UE6 : stage donnant lieu à rapport et soutenance.

Les UE capitalisables sont de fait acquises définitivement.

Validité des composantes acquises : non prévue

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUI	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou	Χ		le jury d'examen de la formation
d'étudiant			suivie
En contrat d'apprentissage		Χ	

Après un parcours de formation continue	X		le jury d'examen de la formation suivie
En contrat de professionnalisation		Х	
Par candidature individuelle		Х	
Par expérience dispositif VAE	Х		enseignants et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		Х

Accessible en Nouvelle Calédonie	X
Accessible en Polynésie Française	Х

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

Arrêté du 30.10.08 relatif aux habilitations : à compter de l'année 2008.2009, l'établissement est habilité à délivrer le master Droit de l'Entreprise

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n° 2002-590 du 24 avril 2002 - référence à la loi de modernisation sociale n° 2002-72 du 17 janvier 2002

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques:

http://www.univ-rouen.fr/ove

Autres sources d'information :

http://www.univ-rouen.fr/droit-sceco-gestion

Lieu(x) de certification :

Université de ROUEN

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

UFR Droit, Sciences économiques et Gestion - Pôle Universitaire des Sciences du tertiaire Rouen

Historique de la certification :

- Campagne 2004 : ancien intitulé 'Master Droit de l'Entreprise spécialité Droit douanier et règlementation internationale et spécialité Droit des Transport et de la logistique' selon l'arrêté du 20.12.05 relatif aux habilitations